

Godong / Getty Images

La part des dépenses publiques consacrées à l'enseignement ou à la défense a diminué entre 1995 et 2019. Et ce, au profit notamment du financement des retraites, souligne une note d'un ancien magistrat de la Cour des comptes.

L'enseignement, la défense nationale ou encore la famille n'ont visiblement pas été des priorités pour l'Etat ces 25 dernières années. C'est que détaille une note de François Escalle, ancien rapporteur général de la Cour des comptes, publiée sur le site Fipeco. L'expert en finances publiques y compare, sur une base de 1.000 euros de prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales), les dépenses de l'Etat pour les années 1995 et 2019.



Vous souhaitez payer moins d'impôts ?

**Nos réponses à vos questions
grâce à notre guide pratique
« Défisicalisation ».**

[ACHETER LE GUIDE PRATIQUE](#)

Sur cette période, la part des dépenses attribuées à la défense nationale a chuté de 32%. Sur 1.000 euros de prélèvements obligatoires, la France délivrait 46 euros pour son armée en 1995, elle n'en dédie plus que 31 euros. La baisse est aussi marquée en matière de politique familiale. L'Etat n'accorde plus au poste "famille" (allocations familiales, allocation de rentrée scolaire, etc...) que 41 euros en 2019 contre 48 euros, 24 ans plus tôt (-14%) Deux facteurs, que la note ne distingue pas, peuvent expliquer ces évolutions. D'une part, un choix budgétaire et

ACTUALITÉ DES MARQUES



LA BANQUE POSTALE : E-Prêt Personnel [DECOUVREZ](#)

Inspired by  invibe

>> Notre service - Découvrez tous nos comparateurs d'assurances (santé, auto, habitation, obsèques...)

On entend souvent que l'enseignement manque de moyens. Ce n'est pas complètement faux... Sur l'ensemble des dépenses publiques, la part de l'Éducation nationale a baissé de 9%. En 1995, l'enseignement représentait un coût de 105 euros. Il était de 95 euros en 2019 (sur 1.000 euros de prélèvements obligatoires). Cela expliquerait-il la chute du niveau scolaire des élèves dans les



Dépenses de 1.000 euros de prélèvements obligatoires en 1995 et 2019

Une variation positive ou négative de la part d'une politique publique signifie que la croissance des dépenses consacrées à cette politique a été plus ou moins forte que la croissance du total des dépenses publiques.
Source : Insee-Fipeco

Les retraites, toujours plus chères à financer

En haut de la pyramide figurent les retraites. En 1995 déjà, les retraites étaient ce qui coûtait le plus cher à financer pour l'Etat. Les pouvoirs publics y consacraient 224 euros. Plus de vingt ans après, la collectivité dépense encore plus : 262 euros (574 euros au total pour l'ensemble de la protection sociale). Cette hausse de la part consacrée aux retraites témoigne du vieillissement de la population. Et cela pose, inévitablement, la question du financement du système dans les années à venir.

>> À lire aussi - Malgré l'explosion des dépenses publiques, augmenter les impôts n'est pas une obligation, selon un "ex" de la Cour des comptes

Ces dernières années, l'environnement est devenu une politique prioritaire des différents gouvernements. Et cela se ressent puisque les dépenses liées à l'écologie ont augmenté de presque 65% entre 1995 et 2019. Même si, en part du budget, elles restent faibles... Sur 1.000 euros de prélèvement obligatoires, l'Hexagone n'a alloué que 18 euros en 2019 pour l'écologie.

Débat des lecteurs

23 en ligne

L'argent public est-il mal dépensé en France ?

OUI

NON

1 vote

OUI

Ajouter un argument

NON

Ajouter un argument

A LIRE AUSSI